

Confidenziale

Verbale II
della 10a seduta del Consiglio federale
del 18 marzo 1991

En ouvrant la séance, le Président Cotti exprime les sentiments de reconnaissance du Conseil fédéral tout entier envers le Chancelier Walter Buser qui a présenté sa démission pour la fin du mois de juin. Conformément aux traditions et compte tenu du mérite, le Conseil aura à décider de la façon dont, le moment venu, ce départ sera célébré.

BERD

Bei der Budgetberatung wurde der Kredit um 10 Millionen Franken gekürzt. Die nun beantragte Aufstockung sollte deshalb in einer andern Rubrik des EVD, zum Beispiel bei den Mischkrediten, kompensiert werden. Dies ist aber im jetzigen Moment nicht möglich. Bundesrat Delamuraz verpflichtet sich jedoch, bei der Evaluation der internationalen Kredite im Sommer die Möglichkeit einer totalen oder teilweisen Kompensation erneut zu prüfen.

Fragestunde

In bezug auf eine gegen frühere EMD-Chefs gerichtete Aussage anlässlich des SP-Kongresses wird vorgeschlagen, der Bundespräsident solle antworten. Dies sei sinnvoll, denn es gehe hier um das Kollegialitätsprinzip des Bundesrates. Andererseits wurde diese Frage Herrn Bundesrat Stich als Dekan zugewiesen. Die Tatsache, dass sowohl Bundesrat Stich als auch Bundesrat Felber bei dieser Aussage nicht anwesend waren, entzieht der Kritik im Zusammenhang mit der Kollegialität jede Grundlage. Die Frage wird in diesem Sinne durch Herrn Stich beantwortet, wobei die Äusserungen als "unannehmbar" zurückgewiesen werden.

Soll man in der Antwort betreffend PTT-Tarife für Zeitungstransporte ausdrücklich die gemeinschaftlichen Leistungen der PTT erwähnen? Dies ist nicht nötig, auch wenn die Verbilligung der Zeitungstransporte 1989 mehr als 200 Millionen gekostet hat.

In bezug auf die Sicherheit der Tunnelbauten soll nicht von Restrisiko gesprochen werden. Jeder Tunnelbau birgt gewisse Gefahren in sich.

In Sachen dringlicher Bundesbeschluss betreffend Bahn 2000 wurde bereits eine Interpellation eingereicht. Es ist daher legitim, in der Fragestunde nur knapp zu antworten.

Bei der Frage betreffend TAB-Fichen sollte klarer zum Ausdruck kommen, dass diese Angaben nicht in die Hauptregistratur übertragen wurden.

Visite du Président hongrois

Le Président Cotti regrette que cette visite ait lieu le 30 avril, jour où il répondra à la commission du Conseil national sur la 10e révision de l'AVS. Il pourra néanmoins se libérer au début des discussions ou, le cas échéant, accueillir le Président hongrois en visite de courtoisie.

Tramway du sud-ouest lausannois

La proposition de contribuer par un crédit de 13 millions de francs au financement des coût supplémentaires occasionnés par la construction du tramway du sud-ouest lausannois est contestée. Le Parlement a accordé un crédit global qui ne peut être augmenté. Même s'il n'y a pas d'obligation juridique, il ne faut pas oublier qu'en renonçant à la construction d'un parking, la Confédération a économisé beaucoup d'argent. L'attitude écologique des autorités vaudoises mérite d'être soutenue financièrement. Le Conseil en décide ainsi.

Absinthverbot

Es wird vorgeschlagen, die Verfassungsrevision zur Abschaffung des Artikels über das Absinthverbot in Angriff zu nehmen. Diese Bestimmung gehört nicht in die Bundesverfassung. Andererseits ist dies aber kein prioritäres Problem. Der Bundespräsident wird dem Rat indessen ein Aussprachepapier zu dieser Frage unterbreiten.

Pro Helvetia

M. Felber souligne l'importance d'une collaboration entre Pro Helvetia et le DFAE pour soutenir la présence culturelle de la Suisse à l'étranger. Ce sont nos diplomates qui doivent s'occuper de ces questions. Le Conseil est donc d'accord de charger le DFAE d'étudier les modalités d'une coopération fructueuse tout en préservant l'autonomie de décision de la fondation.

Une discussion s'engage à propos de l'augmentation des crédits pour les quatre prochaines années. Lors de l'élaboration du plan financier, des décisions ont été prises. Il faut considérer les contraintes budgétaires et tenir compte du fait que la constitution ne donne pas de compétence en matière culturelle à la Confédération. Cela ne s'applique pas aux relations avec l'étranger, secteur particulièrement important de Pro Helvetia. Rien que pour la publicité en faveur des fromages suisses, la Confédération dépense 25 millions par année, contre 17 millions seulement pour la présence culturelle. Les efforts dans ce domaine doivent être renforcés. Pour tenir compte des prévisions budgétaires défavorables la décision est prise de réduire de 2 millions par an les augmentations de crédit proposées.

Bundesbeitrag an die Stadt Bern

Die Erhöhung der Bundesbeiträge an die Stadt Bern für besondere Polizeiaufgaben (3 statt 2 Millionen) ist nicht bestritten. Man sollte aber von den Berner Behörden auch verlangen, dass sie den durch Drogenabhängige verursachten Zustand in der Nähe des Bundeshauses beheben. Die heutige Situation ist untragbar geworden und lässt sich mit der Würde eines Staates nicht vereinbaren. Der Bundeskanzler hat den Berner Behörden bereits geschrieben und eine Unterredung in Aussicht gestellt. Bei diesen Gesprächen sollten die Forderungen des Bundesrates klar zum Ausdruck gebracht werden.

Organisation der Bundesrechtspflege

Bundesrat Koller beantragt, auf den Entscheid über die Indexierung der Streitwertgrenze zurückzukommen. Die vorgelegte Botschaft verträgt keine Änderungen, denn sie beschränkt sich darauf, die unbestrittenen Revisions-

punkte wieder aufzunehmen. Wenn der Rat anders beschliesst, besteht die Gefahr, dass die parlamentarischen Beratungen viel Zeit in Anspruch nehmen. Der Rat ist damit einverstanden und lehnt die Aenderungsanträge betreffend Indexierung, Verzicht auf die Einführung einer Steuerrekurskommission und Schaffung einer Personalrekurskommission mit letztinstanzlichen Befugnissen ab.

Gentechnologisch veränderte Kartoffeln

Die Antwort auf eine dringliche Interpellation berücksichtigt die Wünsche des Buwal nicht. Leider sind die Begehren dieses wichtigen Amtes im Antrag nicht aufgeführt. Diese wären aber für die Einschätzung der Lage besonders interessant. Die Antworten werden angepasst und verabschiedet.

Désaffectation de la centrale de Lucens

La Confédération doit-elle contribuer financièrement aux frais de désaffectation de la centrale nucléaire expérimentale de Lucens? Cette question est controversée. Les sociétés hydro-électriques sont suffisamment riches pour supporter elles-mêmes ces frais sans demander des contributions aux communes et aux cantons. Malheureusement, cela n'est pas le cas. Même si la Confédération n'a juridiquement pas d'obligations, une participation aux frais est opportune. Il s'agit d'un acte de solidarité, notamment envers la Suisse romande. M. Ogi souligne également que les crédits votés pour cette centrale nucléaire dans les années 60 n'ont pas été totalement utilisés. Le Conseil partage cette appréciation et accepte la proposition.

Démissions ambassadeur de Pury

M. Delamuraz informe le Conseil que l'ambassadeur David de Pury va donner ses démissions pour entrer dans le conseil d'administration de ABB et assumer la présidence de cette société en 1992. Cette information sera publiée le 20 mars. M. de Pury quittera ses fonctions au 31 mai.

Négociations sur l'EEE

M. Delamuraz fait le point des négociations qui reprendront cette semaine au niveau le plus élevé. Aujourd'hui le Conseil doit traiter des problèmes de substance, alors que durant la prochaine séance, éventuellement lors de la première séance après Pâques, il aura à traiter des questions institutionnelles. L'attitude de l'Autriche pourrait se modifier à la suite de la décision du parti öVP de soumettre au peuple le traité sur l'EEE avec le souhait qu'il soit refusé pour permettre des négociations rapides sur l'adhésion. Quant aux propositions concrètes, elles ne sont pas modifiées en matière agricole. Dans ce domaine peuvent tout au plus s'engager des négociations bilatérales pour élargir la liste des produits. En matière de concurrence, la liste des prescriptions techniques est très longue. Les dérogations permanentes ne se situent pas au même niveau. Au sujet de la libre circulation, il faut espérer pouvoir ménager une clause de sauvegarde spécifique. En matière d'assurances sociales, un traité EEE signifie que les ressortissants de la CE sont mis sur pied d'égalité avec les Suisses pour ce qui est de l'AVS, mais non pour les compléments des cantons. Enfin, grâce à la clause de sauvegarde, il ne faudra modifier que les conditions initiales de la lex Friedrich. Globalement, on peut dire que les négociations sur la substance du traité ne comportent pas d'éléments nouveaux, même s'il y a des changements par rapport aux conditions de départ que le Con-

seil avait posées. Cela est gênant, car il est désagréable de prendre de nouveaux caps. Mais ce n'est qu'à la fin de la négociation que le Conseil aura à apprécier si le résultat global est équilibré, et donc acceptable ou non. Les propositions du DFI sont acceptables, sauf celles concernant le bruit des motocycles et les pesticides.

De son côté, M. Felber souligne que même au sein de la CE, il y a eu une évolution. Ce n'est qu'à la fin de la négociation que le résultat pourra être apprécié.

BR Stich est prêt, den Anträgen zuzustimmen, auch wenn es schwierig ist, sich über so technische Fragen eine Meinung zu bilden. In den Verhandlungen wurde immer mehr nachgegeben. Dabei kennt man die konkreten Auswirkungen solcher Entscheide viel zu wenig. Es ist absolut notwendig, den Bundesrat noch im Monat Mai über die Auswirkungen der verschiedenen Entscheide zum Beispiel auf den Arbeitsmarkt oder auf die soziale Sicherheit zu orientieren. Es geht nicht nur um eine wirtschaftliche, sondern um eine politische Angelegenheit.

Nach Meinung von BR Koller wird der Spielraum für die Schweiz bei den Verhandlungen zunehmend eng. Trotzdem müssen diese weitergeführt werden. Wird ein "Opting out" nicht erreicht, dann muss man in bezug auf die Annahme des Vertrages pessimistisch sein. In bezug auf die Lex Friedrich sind die Vorschläge einer Arbeitsgruppe übernommen worden.

Auch BR Ogi ist bereit, den Anträgen zuzustimmen, wenn auch ohne Begeisterung. Im Klartext bedeuten die Verhandlungsrichtlinien eine Aufgabe der ursprünglichen Position. Dagegen könnte er einer Satellisierung der Schweiz nie zustimmen. Die institutionellen Fragen werden deshalb äusserst wichtig sein. Ein Vertrag ohne Mitbestimmung kommt nicht in Frage.

BR Villiger bedauert, dass die Schwellen immer tiefer gesetzt werden müssen. Dies ist auch referendumspolitisch sehr nachteilig. Es ist richtig, die Landwirtschaftsprobleme bei den GATT-Verhandlungen zu lassen. Die technischen Werte sind kein Politikum, die Lex Friedrich dagegen sehr. Auch in bezug auf die Freizügigkeit werden Emotionen wach, die nicht vernachlässigt werden dürfen. Was ist von der ursprünglichen Idee eines EWR geblieben? Auch innerhalb der EFTA ist eine Erosion festzustellen. Im Grunde genommen handelt es sich um Beitrittsverhandlungen. Man sollte auch nicht vergessen, dass sehr viele Organisationen wegen des EWR ihre Positionen verlassen müssen. Dies wird sich bei der Volksabstimmung negativ auswirken.

Pour le Président Cotti, l'évolution de la situation devrait nous pousser à bloquer la négociation. Plus nous acceptons de nous enfoncer et de faire des concessions, plus il sera difficile de dire non à la fin. La question de l'environnement aura un poids supplémentaire. Le pessimisme est aujourd'hui de rigueur. En matière d'assurances sociales, il faut étendre aux citoyens de la CE l'assurance facultative qu'on offre aux Suisses de l'étranger. Il en va de même des prestations complémentaires.

M. Delamuraz confirme qu'à conditions légales similaires, les Européens veulent être traités comme les Suisses. Mais aucun Suisse de l'étranger ne reçoit de prestations complémentaires.

Asylprobleme

BR Koller erläutert zunächst seine Anträge betreffend die Erweiterung der "Safe Countries". Die Bezeichnung von Bulgarien und Algerien als verfolgungssichere Länder ist unbestritten. Dagegen werden in bezug auf Indien Bedenken geäußert. Tatsächlich gibt es Provinzen, in denen die Menschenrechte verletzt werden. Indien ist aber ein föderalistisch strukturiertes und zudem sehr grosses Land. Es ist deshalb möglich, diese Verfolgungsprobleme innerhalb von Indien zu lösen. Der Rat teilt diese Auffassung.

In bezug auf die Lage im Asylbereich hat BR Koller eine ganze Reihe von Massnahmen vorgeschlagen, die am Freitag anlässlich der nationalen Asylkonferenz diskutiert werden sollen. Ziel ist es, die Attraktivität der Schweiz zusätzlich zu vermindern und mit den Kantonen einen neuen Konsens zu erreichen. Es ist fraglich, ob sich die Kantone mit dem vorgelegten Aktionsprogramm zufriedengeben werden. In den Verhandlungen sollen deshalb auch neue Ideen eingebracht werden, so zum Beispiel ein "Illegalenstopp", die "Camp-Lösung" und - als "ultima ratio", ein Armeeeinsatz. Wichtig ist es vor allem, bei den Kantonen ein Arbeitsverbot von sechs Monaten und eine konsequente Ausweisungspraxis zu erreichen.

Für BR Stich sind die vorgeschlagenen Ideen nicht so neu. Zum Teil wurden sie bereits vor Jahren diskutiert, doch passiert ist nicht sehr viel. Inzwischen sind aber die Kosten explodiert; sie erreichen nun eine halbe Milliarde Franken pro Jahr. Beim Illegalenstopp sollte man genau wissen, was passiert. Dabei sind die juristischen Fragen noch nicht geklärt. Die Camp-Lösung ist zu begrüßen, doch sollten nicht die Kantone, sondern der Bund die Befragungen durchführen. Dies sollte auch bei den Grenztoren geschehen. Als mögliches Camp könnte man die Militärflughäfen Emmen oder Dübendorf in Aussicht stellen. Die Entscheide sollten nicht von der Asylkonferenz, sondern vom Bundesrat getroffen werden. Deshalb soll die Information erst nach der nächsten Sitzung stattfinden.

M. Delamuraz pose la question du rôle de cette conférence. L'idée en elle-même doit être saluée, mais les décisions ne peuvent être prises que par le Conseil fédéral. Dans cette optique, il faudrait savoir ce qui se passe avec les requérants qui entrent illégalement en Suisse.

Auch BR Ogi hält neue Massnahmen für notwendig, denn man kann das Problem ohne ausserordentliche Massnahmen nicht in den Griff bekommen. Kann unsere Infrastruktur der Entwicklung standhalten? Der Vollzug der Wegweisung ist wichtig. Wie könnte man die Kantone dazu zwingen?

Nach BR Villiger müssen die Kantone auch das Arbeitsverbot anwenden. Könnte man die Fürsorgeleistungen für renitente Kantone streichen, damit die Wegweisung vollzogen wird? Der Armeeeinsatz soll vom Bundesrat wirklich nur beschlossen werden, wenn er absolut notwendig ist.

Le président Cotti souhaite avoir plus de détails sur la solution des "Camps". Est-elle prévue seulement pour ceux qui entrent illégalement?

BR Koller nimmt zu den aufgeworfenen Fragen Stellung. Auch im Ausland sind keine Wunderlösungen gefunden worden. Das Migrationsproblem wird die gesamte westliche Welt vermehrt beschäftigen. Bundesbefragungen verlangen zusätzliches Personal. Auf den Illegalenstopp sollte verzichtet werden. Der Rat sollte BR Koller ermächtigen, die andern Vorschläge der Asylkonferenz zu unterbreiten. Es ist absolut notwendig, die Öffentlichkeit sofort zu

informieren, wenn man vermeiden will, dass die Kantone dies tun. Der Rat ist damit einverstanden.

Aussprachen

Conférence sur le désarmement

La proposition de demander l'adhésion de la Suisse en tant que membre à part entière de la Conférence de Genève sur le désarmement est acceptée. Il faut néanmoins souligner clairement que la Suisse ne veut pas devenir membre du groupe des 21.

Loi sur les écoles polytechniques

Le président partage les proposition de M. Stich. Il ne faut néanmoins pas se faire des illusions, car les commissions parlementaires ont pris d'autres décisions.

Transitabkommen

BR Ogi erläutert die vier Optionen, die zu wählen sind. Es geht zunächst um die Beibehaltung des Status quo (keine Konzessionen an die EG, mit allen Nachteilen in bezug auf den EWR). Die zweite Option besteht darin, für 40-Tonnen-LKW eine begrenzte Liste von Ausnahmen zu gewähren. Die EG hat ihre Vorstellungen nun schriftlich eingereicht. Auch könnte man auf den Vorschlag einer Art "Abgasplafond" für den Transit eintreten. Dies würde aber die Tonnengrenze unterlaufen. Schliesslich könnte man die Schweizer Camionneure dazu bewegen, selbst eine 28-Tonnen-Grenze auch im Ausland anzuwenden. Welche Option steht im Vordergrund? Der Rat weigert sich, eine Stellungnahme abzugeben, denn diese Optionen müssen gründlich studiert werden. BR Ogi wird deshalb diese Fragen nach seinem Treffen mit den EG-Verkehrsministern erneut unterbreiten.

Umfragen

- M. Felber
- commente le programme de la visite de M. Rocard. L'après-midi, il aura des entretiens séparés avec M. Villiger et M. Ogi. Il tiendra ensuite conférence de presse.
 - a l'intention de dissoudre la cellule de crise pour les événements du Golfe. Les compétences reviennent ainsi aux départements concernés
 - certaines déclarations du président Cossiga imposent la prudence à l'occasion de sa visite en Suisse.
- BR Stich
- Man sollte Rocard für die Haltung Frankreichs bei den IWF-Verhandlungen danken.
- BR Koller
- ist über Aeusserungen von Staatssekretär Jacobi in Zürich befremdet. Dieser hat öffentlich die Haltung des Bundesrats in bezug auf die Nicht-Aufnahme von Albanern aus Italien kritisiert. Dies ist untragbar. BR Felber wird eine Lösung suchen.
- BR Ogi
- Die Swissair hat 1990 einen Gewinn von nur 4,2 Millionen erwirtschaftet. Dieser kam nur zustande, weil Flugzeuge verkauft wurden.

- M. Cotti
- souhaite qu'à la séance spéciale du 24 avril, la question de la réforme du Conseil fédéral soit discutée.
 - sera le 10 avril à Hanovre. La séance du Conseil sera donc présidée par M. Felber.

BUNDESKANZLEI

Geht an

Herren Bundesräte (7)
Herr Bundeskanzler (1)
Herren Vizekanzler (2)